

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire. Erratum, p. 31916. — *Journal officiel des Communautés européennes*. Sommaire, p. 31917.

Ministère des Affaires économiques

BELTEST. Liste des laboratoires accrédités, p. 31924. — (BIN/BTN) Groupe des Normes de Télécommunication de l'Institut belge de Normalisation. Enquêtes publiques, p. 31928.

Gouvernements de Communauté et de Région

Communauté flamande

Ministère de la Communauté flamande

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

« AMINAL. Afdeling Bos en Groen ». Examen de chasse 1996, p. 31932.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde. Erratum, bl. 31916. — *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*. Inhoud, bl. 31917.

Ministerie van Economische Zaken

BELTEST. Lijst van geaccrediteerde laboratoria, bl. 31924. — (BIN/BTN) Belgische Groep voor Telecommunicatie Normen van het Belgisch Instituut voor Normalisatie. Publicaties ter kritiek, bl. 31928.

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Vlaamse Gemeenschap

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

AMINAL. Afdeling Bos en Groen. Jachtexamen 1996, bl. 31932.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 3088

IC - 36651

9 NOVEMBRE 1995

Arrêté royal fixant les statuts

de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 7;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment les articles 7, § 2, et 9, alinéa 3;

Vu l'avis de la Commission de la Bourse;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 6 avril 1995 susmentionnée entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1996; qu'il est dès lors nécessaire de fixer sans délais les statuts de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers afin de rendre possible la désignation des membres des organes de cette société qui doivent prendre des mesures d'exécution de ladite loi, lesquelles devront entrer en vigueur en même temps que la loi précitée;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Dénomination, objet, durée, siège*

Article 1er. La société est constituée sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée de droit public, en application de l'article 7 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

La société est régie par la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, dénommée ci-après "la loi", ses arrêtés d'exécution, ainsi que par la loi du

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 3088

IC - 36651

9 NOVEMBER 1995

Koninklijk besluit tot vaststelling van de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op de artikelen 7, § 2, en 9, derde lid;

Gelet op het advies van de Beurscommissie;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie- wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bovenvermelde wet van 6 april 1995 uiterlijk op 1 januari 1996 in werking zal treden; dat derhalve onverwijld de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen dienen te worden vastgesteld ten einde de aanstelling mogelijk te maken van de leden van de organen van deze vennootschap die maatregelen ter uitvoering van deze wet dienen te nemen, die tegelijk met deze wet in werking zullen dienen te treden;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

- HOOFDSTUK I. — *Benaming, doel, duur, zetel*

Artikel 1. De vennootschap is opgericht krachtens artikel 7 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, in de rechtsvorm van een publiekrechtelijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

De vennootschap wordt beheerst door de wet van 6 april 1995 op de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, hierna genoemd "de wet", haar uitvoeringsbesluiten, alsook de wet van

4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans la mesure où il n'est pas dérogé à celles-ci par la loi ou par les présents statuts.

Elle a pour dénomination "Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers" ou en abrégé "Bourse d'Anvers" ou "SBVMA".

Elle est désignée ci-après par le terme "la société".

Art. 2. La société est créée dans le but d'organiser la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers.

Elle peut organiser et administrer un système de liquidation.

Elle peut en outre organiser un marché en métaux précieux et monnaies en tant qu'objets de placement.

La société ne peut prendre des participations dans des entreprises d'investissement ou des établissements de crédit, ni leur octroyer de crédit.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Anvers, Korte Klarenstraat 1.

Il peut être déplacé dans les limites de l'agglomération d'Anvers par décision du conseil d'administration.

CHAPITRE II. — Capital, parts, responsabilité

Art. 5. Le capital social est illimité.

La part fixe du capital social est fixée à deux millions de francs belges. Le capital est représenté par des parts ayant une valeur nominale de dix mille francs.

Art. 6. Les parts doivent être entièrement libérées. Elles sont indivisibles et ne peuvent être données en gage.

Art. 7. Les parts sont nominatives. Les droits de chaque associé sont représentés par une inscription nominative dans le registre qui est tenu au siège de la société.

Art. 8. Chaque associé titulaire d'un agrément en qualité de société de bourse ou d'établissement de crédit, ou d'un agrément en qualité de société de gestion de fortune qui couvre la réception, la transmission et l'exécution d'ordres pour le compte d'investisseurs, souscrit au moins dix parts.

Art. 9. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 8 et moyennant l'accord préalable du conseil d'administration, les parts ne sont cessibles qu'entre associés ou tiers qui deviennent associés.

Art. 10. La responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport. Il n'existe ni solidarité, ni indivisibilité entre les associés.

CHAPITRE III. — Admission, démission et exclusion d'associés

Art. 11. Les entreprises d'investissement qui présentent en Belgique des services d'investissement visés à l'article 46, 1°, 1, a) et b) et ou 2 de la loi et les établissements de crédit opérant en Belgique peuvent détenir des parts de la société, à condition qu'ils deviennent membre d'un ou de plusieurs marchés qu'elle organise.

D'autres entreprises ou institutions peuvent acquérir la qualité d'associé, à condition qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs de la société ou la promotion des marchés en instruments financiers et moyennant l'accord du conseil d'administration.

La demande d'admission ou de souscription à des parts supplémentaires doit être adressée par écrit au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut demander aux associés une cotisation d'admission; celle-ci est comptabilisée comme prime d'émission qui constituera avec le capital, la garantie des tiers.

La cotisation d'admission ne peut être supérieure à la valeur comptable des parts souscrites, calculée sur base des fonds propres, déduction faite du capital, tel qu'arrêté par les derniers comptes annuels approuvés par l'assemblée générale.

Art. 12. Chaque associé peut, à tout moment, présenter sa démission à la société.

L'associé démissionnaire doit aviser le conseil d'administration de son intention par lettre recommandée ou par lettre avec accusé de réception adressée au siège de la société.

4 december 1990 op de financiële transacties en financiële markten, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor zover daarvan door de wet en door deze statuten niet wordt afge- weken.

Zij draagt de naam "Effectenbeursvennootschap van Antwerpen" of in het kort "Beurs van Antwerpen" of "EBVA".

Zij wordt hieronder verder aangeduid als "de vennootschap".

Art. 2. De vennootschap is opgericht met het doel de Effectenbeurs van Antwerpen te besturen.

Zij mag een vereffeningsstelsel organiseren en besturen.

Bovendien mag zij een markt organiseren in edele metalen en munten als beleggingsobjecten.

De vennootschap mag geen participaties nemen in, noch krediet verlenen aan beleggingsondernemingen of kredietinstellingen.

Art. 3. De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

Art. 4. De maatschappelijke zetel is gevestigd te Antwerpen, Korte Klarenstraat 1.

Hij kan verplaatst worden binnen de agglomeratie Antwerpen bij besluit van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK II. — Kapitaal, aandelen, aansprakelijkheid

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op twee miljoen Belgische frank. Het kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen met een nominale waarde van tienduizend frank.

Art. 6. De aandelen moeten volgestort zijn. Zij zijn ondeelbaar en mogen niet in pand gegeven worden.

Art. 7. De aandelen zijn op naam. De rechten van iedere vennoot zijn vertegenwoordigd door een inschrijving op naam in het register dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden.

Art. 8. Elke vennoot met een vergunning als beursvennootschap of kredietinstelling, of met een vergunning als vennootschap voor vermogensbeheer die het ontvangen, doorgeven en uitvoeren van orders voor rekening van beleggers dekt, onderschrijft minimum tien aandelen.

Art. 9. Onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 8 en mits het voorafgaandelijk akkoord van de raad van bestuur is de overdracht van aandelen alleen toegelaten tussen vennoten of derden die vennoot worden.

Art. 10. De aansprakelijkheid van de vennoten is beperkt tot het bedrag van hun inbreng. Er is geen hoofdelijkheid, noch ondeelbaarheid tussen de vennoten.

HOOFDSTUK III. — Toetreding, uitreding en uitsluiting van vennoten

Art. 11. De beleggingsondernemingen die in België beleggingsdiensten verrichten, zoals bedoeld in artikel 46, 1°, 1, a) en b) en of 2 van de wet en de kredietinstellingen die werkzaam zijn in België, mogen aandelen in de vennootschap houden op voorwaarde dat zij lid worden van één of meer van door de vennootschap georganiseerde markten.

Andere ondernemingen of instellingen kunnen vennoot worden op voorwaarde dat zij bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de vennootschap of de promotie van de markten voor financiële instrumenten en zij door de raad van bestuur aanvaard worden.

Het verzoek tot toetreding of inschrijving op bijkomende aandelen dient schriftelijk te gebeuren aan de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan van de vennoten een toetredingsgeld eisen dat geboekt wordt als uitgiftepremie, die samen met het kapitaal de waarborg van derden zal vormen.

Het toetredingsgeld mag niet hoger zijn dan de boekwaarde van de onderschreven aandelen, die berekend wordt op basis van het eigen vermogen, verminderd met het kapitaal, als vermeld in de laatste, door de algemene vergadering goedgekeurde jaarrekening.

Art. 12. Iedere vennoot kan op elk ogenblik zijn ontslag aanbieden aan de vennootschap.

De ontslagnemende vennoot moet de raad van bestuur van zijn voornemen op de hoogte brengen bij aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs die naar de vennootschap wordt gestuurd.

La même procédure est applicable pour le remboursement d'une partie de ses parts.

Le conseil d'administration avise le comité de direction de la proposition de démission de l'associé; le comité de direction peut s'opposer à cette démission lorsque l'associé est en défaut d'exécuter ses obligations.

La démission ne prend effet qu'après son acceptation par le conseil d'administration, qui statue dans un délai de trente jours.

En l'absence de décision dans ce délai, la demande de démission est considérée comme étant acceptée.

Le remboursement des parts est suspendu s'il a pour conséquence que la partie fixe du capital n'est plus atteinte.

Art. 13. L'associé dont l'admission aux marchés est révoquée par le comité de direction, perd de plein droit la qualité d'associé.

Le conseil d'administration décide de l'exclusion des associés après en avoir avisé préalablement le comité de direction. Celui-ci peut s'opposer à cette exclusion lorsque l'associé est en défaut d'exécuter ses obligations.

L'associé dont l'exclusion est demandée, doit être invité à faire connaître ses observations par écrit au conseil d'administration, dans le mois de l'envoi d'une lettre recommandée à la poste contenant la proposition motivée d'exclusion. S'il le demande dans l'écrit contenant ses observations, l'associé doit être entendu.

Art. 14. La valeur de ses parts est établie sur base du bilan de l'exercice durant lequel l'associé a cessé d'être associé ou a demandé le remboursement d'une partie de ses parts. Dans le calcul de cette part de division, il n'est pas tenu compte des primes d'émission et des réserves. En aucun cas, il ne peut être versé davantage que la valeur nominale des parts.

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 12, dernier alinéa, la part de division est versée en espèces au plus tard un mois après l'approbation des comptes annuels.

Aucun associé ne peut provoquer la dissolution de la société ni prétendre sur ses actifs à aucun droit autre que le remboursement de ses parts dans les conditions fixées par les présents statuts.

CHAPITRE IV. — Administration, gestion, contrôle

Art. 15. Le conseil d'administration se compose de sept membres minimum. Le conseil d'administration décide du nombre total de ses membres. Seules des personnes physiques peuvent être membre du conseil d'administration.

Les candidatures sont introduites par écrit auprès du conseil d'administration au plus tard quatorze jours avant l'assemblée générale qui élit les membres du conseil d'administration. La liste des candidatures et le nombre de mandats vacants sont mentionnés dans l'ordre du jour.

La durée du mandat des membres du conseil d'administration est de quatre ans.

Chaque part donne droit à autant de voix qu'il y a de mandats à pourvoir.

En cas de parité de voix, le plus âgé des candidats est élu.

Un membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le mandat des membres est gratuit. Ils ont droit au remboursement des frais qu'ils ont exposés.

Ils constituent un collège.

Art. 16. Le conseil d'administration propose au Roi deux de ses membres en tant que président et vice-président.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres deux membres qui, avec le président et le vice-président, constituent le bureau. Ils préparent les délibérations et veillent à l'exécution des décisions.

Art. 17. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande de deux administrateurs.

Les lettres de convocation mentionnent l'ordre du jour.

En cas d'extrême urgence, le président peut convoquer le conseil d'administration par un avis donné verbalement.

Dezelfde procedure geldt voor de terugbetaling van een gedeelte van zijn aandelen.

De raad van bestuur brengt het directiecomité op de hoogte van het voorstel tot ontslag van de vennoot; het directiecomité kan zich verzetten tegen dit ontslag, wanneer de vennoot zijn verplichtingen niet naleeft.

De uittreding wordt effectief na de aanvaarding ervan door de raad van bestuur, die binnen de dertig dagen beslist.

Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn wordt de aanvraag tot uittreding geacht te zijn aanvaard.

De terugbetaling van de aandelen wordt opgeschort indien zij voor gevolg heeft dat het vaste gedeelte van het kapitaal niet meer bereikt wordt.

Art. 13. De vennoot waarvan de toelating tot de markten wordt herroepen door het directiecomité, verliest van rechtswege zijn hoedanigheid van vennoot.

De raad van bestuur beslist over de uitsluiting van de vennoten na het directiecomité hierover vooraf ingelicht te hebben. Dit kan zich verzetten tegen deze uitsluiting wanneer de vennoot zijn verplichtingen niet naleeft.

De vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven aan de raad van bestuur, binnen één maand nadat een aangefekende brief met het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting is verstuurd. Indien hij daarom verzoekt in het geschrift dat zijn opmerkingen bevat, moet de vennoot worden gehoord.

Art. 14. De waarde van zijn aandelen wordt bepaald op basis van de balans van het boekjaar tijdens hetwelk de vennoot heeft opgehouden vennoot te zijn of de terugbetaling van een gedeelte van zijn aandelen heeft aangevraagd. In de berekening van dit scheidingsaandeel wordt geen rekening gehouden met de uitgiftepremies en de reserves. In geen geval mag meer uitgekeerd worden dan de nominale waarde van de aandelen.

Onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 12, laatste lid, wordt het scheidingsaandeel in specie uitbetaald uiterlijk één maand na de goedkeuring van de jaarrekening.

Geen enkele vennoot kan de onthinding van de vennootschap uitlokken of aanspraak maken op de activa van de vennootschap behoudens het recht op terugbetaling van zijn aandelen, zoals bepaald in deze statuten.

HOOFDSTUK IV. — Bestuur, beheer, toezicht

Art. 15. De raad van bestuur bestaat uit ten minste zeven leden. De raad van bestuur beslist over zijn totaal aantal leden. Enkel natuurlijke personen kunnen lid zijn van de raad van bestuur.

De kandidaturen moeten, uiterlijk veertien dagen vóór de algemene vergadering die de leden van de raad van bestuur verkiest, schriftelijk ingediend worden bij de raad van bestuur. De lijst van de candidaturen en het aantal te begeven mandaten worden in de agenda bekendgemaakt.

De duur van een mandaat als lid van de raad van bestuur is vier jaar.

Elk aandeel geeft recht op zoveel stemmen als er mandaten te begeven zijn.

Bij staking van stemmen is de oudste kandidaat verkozen.

Een lid dat is aangesteld ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid voltooit diens mandaat.

De aftredende leden zijn herkiesbaar.

Het mandaat van de leden is onbezoldigd. Zij hebben het recht op de terugbetaling van de door hen gemaakte kosten.

Zij vormen een college.

Art. 16. De raad van bestuur draagt twee van zijn leden als voorzitter en ondervoorzitter aan de Koning voor.

De raad van bestuur kiest onder zijn leden twee leden die samen met de voorzitter en de ondervoorzitter het bureau vormen. Zij bereiden de beraadslagingen voor en zien toe op de uitvoering van de beslissingen.

Art. 17. De raad van bestuur vergadert op samenroeping van zijn voorzitter of wanneer twee bestuurders hierom verzoeken.

De samenroepingsbrieven vermelden de agenda.

Bij hoogdringendheid mag de voorzitter de raad van bestuur samenroepen bij een mondeling gegeven bericht.

Art. 18. Excepté en cas de force majeure, de guerre, de troubles ou de catastrophes, le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres au moins est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, sans préjudice d'autres majorités prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 19. Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans des rapports. Chaque rapport est signé par le président et le secrétaire de la séance. Si les rapports sont établis sur des feuilles séparées, celles-ci doivent être numérotées de façon continue et reliées dans un registre à la fin de chaque exercice.

Art. 20. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes qui peuvent contribuer à la réalisation de l'objet social. Ceci comprend des actes d'administration, ainsi que la représentation de la société, à l'exception de ce que la loi ou les présents statuts réservent expressément à l'assemblée générale ou au comité de direction.

Le conseil d'administration décide de la tarification des services commerciaux qu'il offre aux associés et aux tiers, en respectant les dispositions légales et réglementaires.

Le conseil d'administration fixe les contributions annuelles des associés aux frais de fonctionnement.

La société est représentée en matière judiciaire et extrajudiciaire par le président ou par deux membres du bureau, nommés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut désigner des mandataires qui peuvent représenter et engager la société dans les limites du mandat spécial dont ils disposent.

Pour les opérations financières, la signature de deux membres du bureau est exigée.

Art. 21. Les membres du conseil d'administration ne contractent aucun engagement personnel lorsqu'ils agissent au nom de la société.

Ils sont responsables devant l'assemblée générale pour l'exercice de leur mandat, sans solidarité.

Art. 22. Il est institué un comité de direction conformément à l'article 15 de la loi, composé d'au moins deux membres.

Il a pour mission générale d'assurer, conformément aux statuts et aux délégations conférées par le conseil d'administration, l'ensemble de la gestion de la société dans le cadre de la politique générale définie par le conseil d'administration.

En outre, le comité de direction agit en qualité d'autorité de marché autonome pour l'exécution des missions visées au livre Ier, titre Ier, chapitre II, section IV de la loi, et des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu de la loi ou de ses arrêtés d'exécution.

La société est valablement représentée par un membre du comité de direction, en ce qui concerne la gestion journalière et les compétences d'autorité de marché attribuées au comité de direction. Sauf en matière disciplinaire, le comité de direction peut déléguer certains de ses pouvoirs à des tiers par procuration spéciale.

Art. 23. Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels est exercé par un commissaire-réviseur. Le commissaire-réviseur sortant est réligible.

Sa rétribution est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être modifiée qu'avec l'accord des parties.

CHAPITRE V. — Assemblée générale

Art. 24. L'assemblée annuelle se tient au siège social ou à tout autre endroit mentionné dans la convocation, au mois d'avril, à une date fixée par le conseil d'administration.

L'assemblée annuelle est convoquée par le conseil d'administration. Celui-ci établit l'ordre du jour.

Toute proposition envoyée par lettre recommandée au conseil d'administration quatorze jours avant l'assemblée et qui est signée par cinq associés au moins doit être reprise à l'ordre du jour.

La convocation à l'assemblée générale est adressée par simple lettre aux associés, dix jours au moins avant l'assemblée.

Les associés sont représentés à l'assemblée générale par des personnes physiques appartenant à leur société, parmi lesquelles ils désignent une personne pour exercer le droit de vote.

Art. 18. Behoudens in geval van overmacht, oorlog, onlusten en rampen, kan de raad van bestuur alleen geldig beraadslagen indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de stemmen genomen, onverminderd andere meerderheden vermeld in de wet. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Art. 19. De beslissingen van de raad van bestuur worden opgetekend in verslagen. Elk verslag wordt ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de zitting. Worden de verslagen opgetekend op losse bladen, dan worden deze bladen doorlopend genummerd en op het einde van ieder boekjaar samengebonden in een register.

Art. 20. De raad van bestuur beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden om alles te doen wat tot de verwezenlijking van het maatschappelijk doel kan bijdragen. Dit omvat daden van bestuur, evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap, met uitzondering van wat de wet of deze statuten uitdrukkelijk aan de algemene vergadering of aan het directiecomité voorbehouden.

De raad van bestuur beslist over de tarifiering van de door hem aan de vennoten en aan derden aangeboden commerciële diensten met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De raad van bestuur stelt de jaarlijkse bijdragen van de vennoten in de werkkosten vast.

De vennootschap wordt in en buiten rechte geldig vertegenwoordigd door de voorzitter of door twee leden van het bureau, door de raad van bestuur aangesteld. De raad van bestuur kan lasthebbers aanduiden die binnen de bijzondere volmacht waarover zij beschikken de vennootschap kunnen vertegenwoordigen en verbinden.

Inzake financiële verrichtingen zijn de handtekeningen van twee leden van het bureau vereist.

Art. 21. De leden van de raad van bestuur gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan wanneer zij optreden namens de vennootschap.

Zij zijn verantwoordelijk tegenover de algemene vergadering voor de uitoefening van hun mandaat, zonder hoofdelijkheid.

Art. 22. Er wordt een directiecomité opgericht overeenkomstig artikel 15 van de wet, dat bestaat uit ten minste twee leden.

De algemene opdracht van het directiecomité is instaan voor het algemeen bestuur van de vennootschap binnen het kader van het algemeen beleid dat door de raad van bestuur is uitgestippeld en overeenkomstig de statuten en de door de raad van bestuur verleende delegaties.

Tevens treedt het directiecomité op als autonome marktautoriteit voor de uitvoering van de in boek I, titel I, hoofdstuk II, afdeling IV van de wet bedoelde opdrachten en van de opdrachten die het door of krachtens de wet of haar uitvoeringsbesluiten zijn toegewezen.

De vennootschap wordt, wat betreft het dagelijks bestuur en de aan het directiecomité toegewezen bevoegdheden als marktautoriteit, geldig vertegenwoordigd door een lid van het directiecomité. Uitzonderend tuchtzaken, kan het directiecomité bepaalde van zijn bevoegdheden aan derden delegeren bij bijzondere volmacht.

Art. 23. De controle op de financiële toestand en op de jaarrekeningen wordt uitgeoefend door een commissaris-revisor. Een aftredend commissaris-revisor is herbenoembaar.

Zij vergoeding wordt vastgesteld door de algemene vergadering. Zij kan enkel gewijzigd worden met instemming van de partijen.

HOOFDSTUK V. — Algemene vergadering

Art. 24. De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel, of op een andere plaats in de oproepingsbrief vermeld, in de maand april, op een datum die door de raad van bestuur wordt vastgesteld.

De jaarvergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur. Deze stelt de agenda op.

Ieder voorstel dat verzonden is per aangetekend schrijven naar de raad van bestuur veertien dagen vóór de vergadering, en dat ondertekend is door minstens vijf vennoten, moet in de agenda worden opgenomen.

De oproeping tot de algemene vergadering wordt bij gewone brief gericht aan de vennoten minstens tien dagen vóór de vergadering.

De vennoten worden op de algemene vergadering vertegenwoordigd door tot hun vennootschap behorende natuurlijke personen, onder wie zij één persoon aanduiden om het stemrecht uit te oefenen.

Art. 25. Le conseil d'administration ou le commissaire-réviseur peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires.

Le conseil d'administration doit procéder à cette convocation si au moins cinq associés en font la demande par lettre recommandée, en mentionnant les sujets à traiter. Il doit convoquer l'assemblée dans un délai d'un mois à compter de la date de la poste de la lettre recommandée.

Art. 26. Chaque associé a autant de droits de vote qu'il détient de parts.

Nul ne peut être porteur de plus de trois procurations.

Le droit de vote total d'un associé ou d'un ensemble d'associés constituant des entreprises liées au sens de la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et ses arrêtés d'exécution, est limité à un dixième des voix présentes et représentées.

Art. 27. L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

L'assemblée générale statue à la majorité simple, sans tenir compte des abstentions, ni des votes blancs ou nuls.

Le vote se fait à main levée, ou de toute autre manière acceptée par l'assemblée générale.

Au cas où le nombre des candidats dépasse celui des mandats vacants, l'élection des membres du conseil d'administration se fait par vote secret.

Les décisions lient tous les associés.

Art. 28. Le conseil d'administration peut soumettre pour avis une proposition de modification des statuts à une assemblée générale.

Art. 29. L'assemblée générale a le pouvoir d'augmenter le nombre minimum de parts à souscrire visé à l'article 8.

Art. 30. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président ou le membre présent le plus âgé du conseil d'administration.

Art. 31. Les rapports de l'assemblée générale sont signés par le président. Des copies et extraits de ceux-ci sont valablement signés par le président ou deux membres du conseil d'administration.

CHAPITRE VI. — Comptes annuels et répartition des bénéfices

Art. 32. L'année sociale commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre.

Le conseil d'administration établit chaque année les comptes annuels et le rapport de gestion et les soumet à l'assemblée générale pour approbation.

Les comptes annuels et le rapport de gestion du conseil d'administration sont transmis au moins un mois avant l'assemblée annuelle au commissaire-réviseur.

Art. 33. L'assemblée générale décide, sur proposition du conseil d'administration, de l'affectation des résultats.

CHAPITRE VII. — Dissolution et liquidation

Art. 34. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale nomme les liquidateurs et définit leurs compétences.

En cas de liquidation, les primes d'émission et les réserves sont converties en capital par décision de l'assemblée générale.

Le produit net de la liquidation après remboursement des parts est versé aux associés conformément aux modalités déterminées par l'assemblée générale.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 35. Par dérogation à l'article 11, alinéa 1er, les entreprises d'investissement et les établissements de crédit visés par cette disposition, qui ne sont pas encore associés, peuvent dans le but de participer à la première assemblée générale suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, acquérir des parts de la société, s'ils s'engagent inconditionnellement à demander leur admission comme membre d'un ou plusieurs marchés organisés par la société.

Les parts visées à l'alinéa 1er doivent être libérées, de même que les primes d'émission déterminées par le conseil d'administration doivent être payées, à la date qu'il détermine.

Art. 36. Par dérogation à l'article 30, la première assemblée générale est présidée par le président de la Commission de la Bourse ou, en son absence par le membre le plus ancien de la Commission de la Bourse

Art. 25. De raad van bestuur of de commissaris-revisor kunnen buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

De raad van bestuur moet hiertoe overgaan indien minstens vijf vennoten bij aangetekend schrijven hierom verzoeken met opgave van de te behandelen onderwerpen. Hij dient de vergadering samen te roepen binnen de maand na postdatum van het aangetekend schrijven.

Art. 26. Elke vennoot heeft zoveel stemrechten als hij aandelen houdt.

Niemand mag houder zijn van meer dan drie volmachten.

Het totale stemrecht van een vennoot of per geheel van vennoten die onderling verbonden ondernemingen vormen in de zin van de wet op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en haar uitvoeringsbesluiten, wordt beperkt tot één tiende van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen.

Art. 27. De algemene vergadering is regelmatig samengesteld ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde vennoten.

De algemene vergadering beslist bij gewone meerderheid zonder rekening te houden met de onthoudingen, blanco- of nietige stemmen.

Het stemmen geschiedt bij handopsteken of op enige andere wijze die door de algemene vergadering wordt aanvaard.

De verkiezing van de leden van de raad van bestuur geschiedt bij geheime stemming ingeval er meer kandidaten zijn dan te begeven mandaten.

De beslissingen zijn bindend voor alle vennoten.

Art. 28. De raad van bestuur kan aan een algemene vergadering een voorstel tot wijziging van de statuten ter advies voorleggen.

Art. 29. De algemene vergadering is bevoegd om het minimum aantal te onderschrijven aandelen, bedoeld in artikel 8, te verhogen.

Art. 30. De algemene vergadering wordt geleid door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of het oudste aanwezige lid van de raad van bestuur.

Art. 31. De verslagen van de algemene vergadering worden ondertekend door de voorzitter. Afschriften hiervan en uittreksels worden geldig ondertekend door de voorzitter of twee leden van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK VI. — Jaarrekening en winstverdeling

Art. 32. Het maatschappelijk jaar begint op één januari en eindigt op eenendertig december.

De raad van bestuur stelt de jaarrekening en het jaarverslag op en legt ze ter goedkeuring aan de algemene vergadering voor.

De jaarrekening en het jaarverslag van de raad van bestuur worden ten minste één maand vóór de jaarvergadering aan de commissaris-revisor bezorgd.

Art. 33. De algemene vergadering beslist op voorstel van de raad van bestuur over de bestemming van de resultaten.

HOOFDSTUK VII. — Ontbinding en vereffening

Art. 34. Wanneer de vennootschap ontbonden wordt, benoemt de algemene vergadering de vereffenaars en omschrijft hun bevoegdheden.

Bij vereffening worden de uitgiftepremies en de reserves omgezet in kapitaal bij beslissing genomen door de algemene vergadering.

De netto-opbrengst van de vereffening, na terugbetaling van de aandelen, wordt aan de vennoten-uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald door de algemene vergadering.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en eindbepalingen

Art. 35. In afwijking van artikel 11, eerste lid, kunnen de in deze bepaling bedoelde beleggingsondernemingen en kredietinstellingen die nog geen vennoot zijn, met het oog op de deelname aan de eerste algemene vergadering die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit, aandelen in de vennootschap verwerven indien zij er zich onvoorwaardelijk toe verbinden hun toelating aan te vragen als lid van één of meer door de vennootschap georganiseerde markten.

De in het eerste lid bedoelde aandelen moeten volgestort worden en de door de raad van bestuur vastgestelde uitgiftepremies moeten betaald worden op de datum bepaald door de raad van bestuur.

Art. 36. In afwijking van artikel 30 wordt de eerste algemene vergadering geleid door de voorzitter van de Beurscommissie of, bij diens afwezigheid, door het oudste aanwezige lid van de Beurs-

présent, tel que prévu par l'arrêté royal du 19 mars 1991 fixant les statuts de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers.

Art. 37. Par dérogation à l'article 15, alinéa 1er, le nombre de membres du conseil d'administration est fixé à neuf jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement par le conseil d'administration.

Art. 38. Par dérogation à l'article 15, alinéa 2, les candidatures à l'élection des administrateurs lors de la première assemblée générale doivent être introduites auprès de la Commission de la Bourse, sept jours au plus tard avant l'assemblée générale.

Par dérogation à l'article 24, alinéa 4, la convocation à la première assemblée générale se fait par lettre missive, adressée aux associés, cinq jours au moins avant l'assemblée.

Art. 39. L'arrêté royal du 19 mars 1991 fixant les statuts de la Société de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers est abrogé.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 41. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances
et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

commissie, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 19 maart 1991 tot vaststelling van de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen.

Art. 37. In afwijking van artikel 15, eerste lid, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld op negen tot de raad van bestuur een andersluidend besluit heeft genomen.

Art. 38. In afwijking van artikel 15, tweede lid, moeten de kandidaturen voor de verkiezing tot bestuurder tijdens de eerste algemene vergadering schriftelijk ingediend worden bij de Beurscommissie, uiterlijk zeven dagen vóór de algemene vergadering.

In afwijking van artikel 24, vierde lid, wordt de oproeping tot de eerste algemene vergadering bij gewone brief naar de vennoten verstuurd minstens vijf dagen vóór de vergadering.

Art. 39. Het koninklijk besluit van 19 maart 1991 tot vaststelling van de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Antwerpen wordt opgeheven.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 41. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 november 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën
en Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 95 - 3089

15 OCTOBRE 1995. — Arrêté ministériel relatif aux délégations de compétence du Ministre de la Défense nationale, prévues par l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile, à l'assistance en justice et à la réparation du dommage aux biens du personnel militaire

[7269]

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1974 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense nationale et celle des Forces armées, fixant les attributions de certaines autorités, modifié par les arrêtés royaux du 16 mars 1977, 15 septembre 1977 et 19 décembre 1989, notamment les articles 10 et 11;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile, à l'assistance en justice et à la réparation du dommage aux biens du personnel militaire, modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 1995, notamment l'article 13,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chef de l'Administration générale civile a délégation pour exercer les compétences visées à l'article 13 de l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile, à l'assistance en justice et à la réparation du dommage aux biens du personnel militaire.

Toutefois, pour l'exercice des compétences visées aux 1^o et 6^o de l'article 13 du même arrêté, la délégation accordée au chef de l'Administration générale civile est limitée à un montant maximum de F 3 000 000.

Art. 2. Pour l'exercice des compétences visées aux 2^o à 5^o de l'article 13 du même arrêté, le chef de l'Administration générale civile peut, sous son contrôle et sa responsabilité, donner délégation de signature aux fonctionnaires du rang 13 au moins de l'Administration des Affaires juridiques de l'Administration générale civile qu'il désigne.

Art. 3. Pour l'exercice des compétences visées aux 1^o et 6^o de l'article 13 du même arrêté, le chef de l'Administration générale civile peut, sous son contrôle et sa responsabilité, donner délégation de

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 95 - 3089

15 OKTOBER 1995. — Ministerieel besluit betreffende de overdracht van bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging waarin het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschadevergoeding van het militair personeel voorziet

[7269]

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1974 betreffende de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en deze van de Krijgsmacht, vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1977, 15 september 1977 en 19 december 1989, inzonderheid op de artikelen 10 en 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschadevergoeding van het militair personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 1995, inzonderheid op artikel 13,

Besluit :

Artikel 1. De chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur heeft opdracht tot uitoefening van de bevoegdheden, genoemd in artikel 13 van het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschadevergoeding van het militair personeel.

Voor de uitoefening van de bevoegdheden opgesomd in 1^o tot 6^o van artikel 13 van hetzelfde besluit is de opdracht, die aan de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur wordt verleend, evenwel tot een maximumbedrag van F 3 000 000 beperkt.

Art. 2. Voor de uitoefening van de bevoegdheden opgesomd in 2^o tot 5^o van artikel 13 van hetzelfde besluit kan de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, onder zijn toezicht en verantwoordelijkheid, opdracht van handtekening verlenen aan de ambtenaren van ten minste rang 13 van het Bestuur van Rechtskundige Zaken van het Burgerlijk Algemeen Bestuur die hij aanduidt.

Art. 3. Voor de uitoefening van de bevoegdheden opgesomd in 1^o en 6^o van artikel 13 van hetzelfde besluit kan de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, onder zijn toezicht en verantwoordelijkheid,